

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité SIG - 24 novembre 2014

1. Sécurité : des inquiétudes qui restent fortes ; une faible visibilité de l'action menée

⇒ **61% des Français ont le sentiment que la délinquance « *progress* », dont 45% des sympathisants de gauche.** Seuls 4% ont le sentiment qu'elle diminue (6% à gauche), 35% qu'elle reste stable (49% à gauche).

Le sentiment d'insécurité croissante est naturellement très fort au FN (85%) - dont cela reste l'un des moteurs d'attractivité. Il est aussi marqué chez les plus âgés (72%), les CSP- (66%), les ruraux (70%).

Dès lors, les Français ne croient pas le gouvernement : les deux-tiers pensent que les bons chiffres de la délinquance révélés la semaine dernière « *reflètent mal la réalité dans ce domaine* » (dont 58% des sympathisants de gauche).

Il s'agit pourtant de l'un des rares domaines où les Français créditent encore le politique d'une vraie capacité d'action : 73% estiment ainsi que « *le gouvernement a vraiment les moyens d'agir pour faire baisser la délinquance* » ; contre 27% pour qui « *il ne peut pas faire grand-chose pour faire baisser la délinquance* » (sans différence partisane ou sociologique). Le sentiment d'insécurité pourrait donc facilement se transformer en reproche d'inaction.

⇒ **Des sentiments similaires s'expriment concernant l'embrigadement de jeunes Français dans les filières jihadistes :**

- **83% des Français se déclarent « *inquiets pour la sécurité du pays* »** (77% à gauche), dont 51% « *très inquiets* ». Les **plus de 65 ans** sont particulièrement inquiets (**95%**, dont 69% de « *très inquiets* »).
- mais seuls 37% (48% à gauche) considèrent que « *le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour éviter le départ de jeunes jihadistes Français en Syrie ou en Irak* » ; et 40% (51% à gauche) qu'il « *fait tout ce qu'il peut pour gérer les jeunes jihadistes Français qui reviennent de Syrie ou d'Irak* ».

Le décalage entre les deux mesures (inquiétude / fait ce qu'il peut) peut être source de critiques.

A noter que sur traitement réservé aux jihadistes de retour en France, 70% des sondés préféreraient « *les isoler dans des centres spécialisés avec un suivi psychologique et social destiné à leur réinsertion* » ; contre 28% qui préféreraient « *les traiter comme des criminels de droit commun en les incarcérant dans des prisons françaises* ». Seuls les sympathisants FN considèrent majoritairement qu'ils doivent être traités comme des criminels de droit commun.

- *De nombreux indicateurs confirment une demande d'ordre qui traverse la société (y compris à gauche) dans un moment troublé.*

Alors qu'aucune polémique sur « l'insécurité » n'a récemment éclaté, le niveau élevé du sentiment de progression de la délinquance (plus haut aujourd'hui qu'à l'été 2010 après avoir été remonté par le discours de Grenoble) montrent que l'absence d'attention médiatique n'a pas apaisé le sujet, qui reste bien présent dans les représentations des Français (même s'il reste toujours, dans les baromètres, derrière les préoccupations économiques).

- *En regard, les jugements sur la faible action perçue du gouvernement sont décevants ; d'autant plus qu'il s'agit d'un domaine où le politique est encore crédité de pouvoir agir. Le sentiment de ne pas traiter le sujet, s'il se diffusait et s'ancrait, pourrait devenir une fragilité.*
- *Concernant plus spécifiquement le risque terroriste, l'opinion faisait, fin septembre, majoritairement confiance au gouvernement pour assurer la protection du pays. La médiatisation, depuis, des cas de Français ayant rejoint le jihad ; couplé au sentiment que le gouvernement « ne fait pas tout ce qu'il peut », mérite de surveiller ces indicateurs.*

2. Retraites-chapeau : supprimer les abus, mais sans gêner les entreprises

⇒ **Les principaux arguments justifiant la suppression des retraites chapeau trouvent un large écho :**

- 75% des Français (70% à droite, 79% à gauche) jugent « *qu'il faut supprimer les retraites chapeau car il y a trop d'abus, c'est à dire des montants versés excessifs* ».
- 65% (73% à gauche et 57% à droite) estiment « *qu'il faut supprimer les retraites chapeau car tous les Français doivent bénéficier du même régime de retraite sans qu'il y ait d'exception* » (l'alignement de tous les régimes de retraites est une revendication récurrente).

Mais les arguments en faveur de leur conservation suscitent également une adhésion non-négligeable (plus de 40%) :

- pour 43% des Français (32% à gauche, 52% à droite), il faut « *conserver les retraites chapeau car il est légitime de récompenser le talent et l'engagement des dirigeants pour leur entreprise* » ;
- pour 41% (30% à gauche, 54% à droite), il faut les garder « *car les supprimer va inciter les entreprises et leurs dirigeants à s'installer à l'étranger* », et 41% également car « *ce régime concerne près de 200 000 dirigeants d'entreprises, dont des PME* ».

⇒ **Au final, seuls 38% des Français souhaitent que les retraites chapeau soient « *supprimées* » ; 46% qu'elles soient « *davantage encadrées* », et 15% voudraient « *les maintenir en l'état* ». Les clivages partisans sont assez faibles : les Français de droite comme de gauche souhaitent les encadrer plutôt que les supprimer ; peu voudraient les maintenir en l'état.**

- *Ces résultats, finalement assez modérés, reflètent sans doute deux choses : (i) il ne s'agit sans doute pas d'une vraie priorité pour les Français (qui ont conscience que cela n'améliorera pas leur situation quotidienne) ; (ii) il devient à leurs yeux, à l'inverse, de plus en plus important de ne rien faire qui pourrait freiner le développement des entreprises, seul vecteur de relance et d'emploi vu comme fonctionnel, quitte à accepter quelques entorses aux principes d'égalité et de décence – pourtant très prisés par l'opinion.*

1. Fusion PPE/RSA : un projet peu connu et une opinion non-formée

⇒ Les Français ne se sentent, dans leur grande majorité, **pas concernés par le débat sur la fusion PPE/RSA : 59% ne se prononcent pas, 21% y sont favorables, 20% opposés.**

➤ *Deux aspects pourraient peut-être, le moment venu, capter davantage l'attention de l'opinion :*

- *le thème de l'incitation au retour à l'emploi, du « coup de pouce » pour les bas salaires, de « faire en sorte que le travail paie davantage » (i.e. que les aides) ;*
- *l'angle de la simplicité et de l'efficacité, pour alléger la vie de ceux qui subissent trop de contraintes (à mettre en miroir du taux de non-recours du RSA activité et du décalage d'un an du versement de la PPE).*

2. Redéploiement des moyens des ZEP : une opinion légèrement favorable

⇒ **54% des Français se déclarent favorables à ce que « la priorité soit plus fortement donnée aux zones les plus en difficulté, quitte à ce que d'autres zones voient leurs moyens réduits ».** Le soutien reste plus élevé à gauche (64% des électeurs de F. Hollande) qu'à droite (45%, et seulement 37% au FN).

Ces chiffres, qui restent relativement faibles pour une mesure simple et de justice, peuvent être le reflet d'une faible connaissance des mécanismes ZEP ; et/ou une illustration des habituelles interrogations concernant l'équité et la rigueur des systèmes d'allocation des ressources (sentiment que certains sont injustement favorisés).

3. Violences éducatives : hors du rôle de l'Etat

⇒ Concernant « *les punitions corporelles comme les fessées ou les claques* », **les Français sont très majoritairement enclins (81%) à considérer que « ce n'est pas le rôle de l'Etat de légiférer sur le sujet car c'est de la responsabilité des parents de recourir à ces punitions s'ils le jugent nécessaire ».** A l'inverse, seuls 18% jugent que « *c'est le rôle de l'Etat de légiférer sur le sujet car il s'agit d'un enjeu de protection de l'enfance* ». Les électeurs de F. Hollande sont légèrement plus favorables à l'intervention de l'Etat (26%), ceux de Nicolas Sarkozy y sont les plus hostiles (89% contre).

4. Reconnaissance de l'Etat de Palestine : des Français plutôt favorables, mais un sujet qui les intéresse peu

⇒ **Les deux-tiers des Français se déclarent favorables à ce que la France reconnaisse la Palestine comme un Etat à part entière (67%, contre 24% opposés).** Les jeunes (73%) et les électeurs de F. Hollande (77%) y sont les plus favorables ; la droite (63%) et le FN (48%) les plus défavorables.

Mais ces résultats doivent se lire dans un contexte où le conflit israélo-palestinien laisse les Français très largement indifférents : 71% ne se sentent proches d'aucune des parties, 17% expriment une sympathie envers les Palestiniens, 12% envers les Israéliens.